

Mme Julia SEBUTINDE

(juge à dater du 6 février 2012 ; réélue à dater du 6 février 2021)

Née à Entebbe (Ouganda) le 28 février 1954.

Doctorat en droit *honoris causa* pour services éminents dans le domaine de la justice internationale et des droits de l'homme de l'Université d'Edimbourg au Royaume Uni (2009) ; maîtrise en droit (LL.M.), avec mention, de l'Université d'Edimbourg au Royaume Uni (1990) ; licence en droit (LL.B.) de l'Université Makerere en Ouganda (1977) ; diplôme de troisième cycle en pratique juridique décerné par le centre ougandais de développement du droit (Law Development Centre) (1978) ; certificat de rédaction de textes législatifs de l'Université de Colombo à Sri Lanka en association avec le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (1983) ; certificat en Advanced Leadership Studies, Haggai Leadership Institute de Singapour (1998) ; certificat de formation aux modes alternatifs de règlement des différends du centre national d'études judiciaires (National Judicial College) de l'Université du Nevada à Reno aux Etats Unis d'Amérique (1997).

Précédentes fonctions judiciaires et juridiques : juge au Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2005-2011) ; présidente de la seconde chambre de première instance du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2007-2008 et 2010-2011) où elle s'est occupée de plusieurs procès de criminels de guerre très médiatisés, notamment celui de Charles Ghankay Taylor ; juge à la Haute Cour d'Ouganda, où elle a traité d'affaires pénales et civiles en première instance et en appel (1996-2011) ; présidente de la commission d'enquête judiciaire sur les allégations de corruption au sein des forces de police ougandaises (1999-2000) ; présidente de la commission d'enquête judiciaire sur les allégations d'irrégularités au sein des forces de défense populaire ougandaises (2001) ; présidente de la commission d'enquête judiciaire sur les allégations de corruption au sein de l'administration fiscale ougandaise (2002) ; présidente de la commission chargée de la planification des technologies au sein du système judiciaire ougandais (1998-2002) ; consultante en matière législative, détachée par le secrétariat du Commonwealth auprès de la République de Namibie afin de modifier et de remplacer les lois nationales relatives à l'apartheid, et de former les rédacteurs namubiens de textes de loi (1991-1996) ; Avocat général principal de l'Etat et conseillère parlementaire au ministère ougandais de la justice (1978-1990) ; consultante en matière législative auprès des comités multilatéraux chargés de rédiger ou de modifier les traités établissant le marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (1980-1990) ; membre du barreau ougandais et avocate près les cours de justice ougandaises depuis 1979.

Fonctions universitaires antérieures : formatrice et conseillère pour le programme international de formation des civils au maintien et à la consolidation de la paix du centre autrichien d'études pour la paix et le règlement des conflits à Stadtschlaining, Autriche (2008-2011) ; membre du conseil consultatif du centre de recherches sur le droit et la justice internationale pénale à l'Université de Copenhague, Danemark (2011) ; conférencière et formatrice à l'Institut ougandais de droit international (International Law Institute, ILI) sous les auspices de l'Université SUNY, Etat de New York (1997-2004) ; formatrice et conseillère pour le programme de «la jurisprudence de l'égalité» pour l'Afrique de l'Est en collaboration avec l'Association internationale des femmes juges (International Association of Women Judges, IAWJ), chargée de former les juges, magistrats et assistants juridiques d'Afrique de l'Est à l'application des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme (1997-2004) ; formatrice des élèves avocats et conseillère au centre ougandais de développement du droit (Law Development Centre) (1980-1990).

Autres fonctions et distinctions : présidente de l'Université internationale des sciences de la santé (International Health Sciences University, IHSU), Ouganda (2008-2011) ; membre de la Commonwealth Association of Legislative Drafters (1980-2011) ; ambassadrice itinérante pour le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (1996-2011) ; membre de la National Association of Women Judges Uganda (NAWJU) (1996-2011) ; membre de l'International Association of Women Judges (IAWJ) (1996-2011) ; membre d'Advocates International (AI) (1980-2011) ; représentante des femmes ougandaises à l'ouverture de la Décennie des Nations Unies pour la femme à Addis Abeba, Ethiopie (1975) ; présidente du conseil d'administration de l'Acid Survivors Foundation of Uganda (2000-2004) ; lauréate du *Good Samaritan Award* décerné par le congrès d'Advocates International (2004) ; a reçu le *Lifetime Achievement Award of the Uganda-British Alumni Association* (prix d'excellence pour l'ensemble de ses réalisations) (2006) ainsi qu'un prix spécial de l'Uganda Law Society pour sa «contribution courageuse et exemplaire à la promotion de la justice en Ouganda» (2001) ; mise à l'honneur de la septième édition du *Who's Who of the Professionals 2000* par l'American Biographical Institute ; classée parmi les 100 Africains les plus en vue de l'année dans l'*Africa Almanac 2000*.

Articles et conférences : «International Criminal Justice : Balancing Competing Interests: The Challenges Facing Defence Counsel and Counsel for Victims and Witnesses», discours liminaire à l'occasion du huitième séminaire des conseils organisé par la Cour pénale internationale à La Haye, Pays Bas (mai 2010) ; «Security Sector Reform: Transitional Justice Instruments : A Chance for Women», Stadtschlaining, Autriche (novembre 2010) ; «Celebrating Ten Years of the Rome Statute: Does Uganda Have Reason to Join the Party ?», conférence commémorative Abu Mayanja, Kampala, Ouganda (septembre 2008) ; «The Importance of Outreach when Trials for War Crimes and Crimes against Humanity are Conducted Away From the Country where the Crimes were Committed», Institute for War and Peace Reporting, section de La Haye, Pays Bas (avril 2008) ; «Making Violence Against Women Accountable: Case study of Sierra Leone and Uganda», Stadtschlaining, Autriche (octobre 2008) ; «Advancing the Rule of Law in 21st Century Africa», conférence donnée à l'occasion de la quatrième assemblée mondiale d'Advocates International en Virginie, Etats Unis d'Amérique (novembre 2004) ; «Worth Your Salt: Combating

Corruption», conférence donnée au congrès des dirigeants chrétiens d'Afrique du Sud à Pretoria, République sud africaine (juillet 2003).
